



DOSSIER AFROCENTRICITY THINK TANK  
Déglobalisation, gouvernance et mutation  
Voir résumé et mots-clés en fin d'article

## DÉGLOBALISATION ASYMÉTRIQUE ET GOUVERNANCE DE L'INCLUSIVITÉ : vers une économie de proximité post-croissance<sup>1</sup>

Dr. Yves Ekoué AMAÏZO

Directeur Général, Afrocentricity Think Tank

© Afrocentricity Think Tank<sup>2</sup>

12 mars 2026

### 1. Introduction : servir les humains fragiles « durablement »

Comment passer de l'indicateur obsolète de mesure de la croissance économique dans un monde de cristallisation des polycrises à un autre critère prenant en compte l'humain ? Le défi suppose une analyse des causes profondes des inégalités et de la pauvreté fondée sur un processus de déglobalisation asymétrique et sélective du monde. Or, cette approche compromet le future des Objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies dont les résultats sont mitigés, sinon en recul. Si les dirigeants du monde acceptent de réformer leur logiciel mental en y intégrant une véritable refondation de l'inclusivité des bénéficiaires, principaux exclus des fruits de la croissance économique, le processus de ruissellement, de redistribution, de péréquation, de solidarité fiscale et de justice pourrait retrouver les voies de la faisabilité.

### 2. Cristallisation des polycrises

Attribuée à Edgar Morin dans les années 1990<sup>3</sup>, la notion de polycrise fait référence à une situation où plusieurs crises interconnectées (climatiques et écologiques, géoéconomiques, géopolitiques, sanitaires, sociales, migration, éthiques et de la démocratie toxique...) se renforcent mutuellement. Cela rend la résolution des problèmes plus complexe que si elles étaient isolées<sup>4</sup>. La complexité provient du fait que le monde est passé d'une polycrise à des polycrises, rendant les solutions complexes, rappelant régulièrement l'impuissance des politiques non coordonnées au plan mondial par des gouvernements *nationaux*, optant pour la facilité du *protectionnisme*.

Cette impuissance n'est en fait que le reflet d'un manque de volonté collective qui se traduit par un affaiblissement volontaire des Nations Unies, celui du Conseil de sécurité en particulier. Or, face à ce qu'il faut bien désigner comme une dé-globalisation asymétrique sélective. Loin de leurs affichages de communication, les Etats qui promeuvent une telle politique sont en train de sous-estimer le potentiel insoupçonné de nuisance de la cristallisation des polycrises dans un monde incertain, imprévisible et en mode poly-dynamique.

Les premières victimes sont les humains marginalisés des fruits de la croissance économique et à qui les dirigeants du monde ont refusé la dignité que représente un développement humain minimum (DHM). Or, de même qu'il existe un «  *salaire minimum* », les Nations Unies qui savent mesurer le développement, sont pour le moment incapables de créer et surtout d'imposer un *développement humain minimum*. Cependant et aussi complexe soit-il, il convient de caractériser les conditions dans lesquelles le DHM demeure partiel et partiel et freine le développement humain. Ce qui de fait compromet le future des Objectifs de développement durable, sauf si les populations concernées sont mieux intégrées, une véritable refondation de l'inclusivité.

### 3. Future des ODD compromis, sauf refondation de l'inclusivité

Selon le rapport 2025 des Nations Unies portant sur les ODD, « *seulement 35 % des cibles sont en bonne voie, 18 % ont régressé, et près de la moitié progressent trop lentement* ». Selon les sources, le déficit annuel de financement des Objectifs de Développement Durable (ODD) est estimé entre 3.700<sup>5</sup> et 7.000<sup>6</sup> milliards de dollars américains

(USD). António Guterres, le Secrétaire général des Nations Unies a reconnu en avril 2025<sup>7</sup> que la réalisation des ODD est « *terriblement en retard* » et souffre d'un déficit estimé à 4.000<sup>8</sup> milliards de USD principalement à cause de la pandémie sanitaire, des catastrophes climatiques, de l'endettement des pays vulnérables auxquelles il faudra rajouter le désengagement des Etats-Unis et des soutiens à l'Aide publique au développement en chute libre. Déjà en 2024, seulement 17 % des cibles des ODD sont sur la bonne voie. 48 % sont en retard, et 35 % ont stagné ou régressé depuis 2015.

Alors que les Objectifs de développement durable (ODD) entament leur trajectoire terminale vers 2030, les signaux d'alerte se multiplient. Les coupes budgétaires dans l'aide publique au développement (APD) bilatérales et multilatérales compromettent les financements essentiels. La marginalisation croissante de l'ONU affaiblit la coordination multilatérale<sup>9</sup>. Moins de 20 % des cibles sont susceptibles d'être atteintes d'ici 2030. Les inégalités se creusent, la faim progresse, et l'égalité de genre reste hors d'atteinte<sup>10</sup>. Sans sursaut politique, financier et conceptuel, les perspectives sont sombres, avec des reculs déjà observés. L'urgence est de réformer l'architecture financière mondiale et permettre une inclusivité décisionnelle au niveau des bénéficiaires localement et concentrer et coordonner les investissements dans les neuf transitions interdépendantes clés : 1/énergie, 2/alimentation, 3/infrastructure, 4/logement, 5/emploi, 6/éducation, 7/numérique, 8/climat, et 9/souveraineté. Avec moins de 15 % des bénéficiaires impliqués dans la conception des projets des ODD<sup>11</sup>, la non-représentativité des destinataires officiels et l'invisibilisation des victimes des ODD ne peuvent passer par pertes et profits. Le Bénin a pu démontrer que « *85 % des projets réussis impliquaient activement les bénéficiaires*<sup>12</sup> ».

Le plus grand échec des ODD est leur incapacité à transformer les trajectoires des pays à capacité d'influence faible et les plus en difficulté, faute de financement, de gouvernance inclusive et de mécanismes contraignants. À l'inverse, les pays comme la Chine ont réussi grâce à des modèles endogènes puissants, parfois en marge des logiques onusiennes. Des bonnes pratiques sont aussi à prendre de la Chine. En effet, la Chine a réussi à sortir plus de 800 millions de personnes de la pauvreté entre 1980 et 2020, en grande partie grâce à une croissance économique soutenue, des investissements massifs dans les infrastructures rurales, et une réforme agraire ciblée<sup>13</sup>.

Les ODD ont accompagné la Chine, mais le pilotage stratégique et la transformation sont l'œuvre des dirigeants chinois. Un nouveau paradigme post-ODD devra s'adapter aux réalités des populations subissant les inégalités et pauvres en les intégrant en amont dans la décision, ce qui relève d'une transformation systémique vers plus d'équité et d'inclusivité.

À la lumière de l'amélioration du développement humain en Chine inversement proportionnelle à l'amélioration des libertés individuelles dans ce pays, les ODD souffrent d'au moins quatre insuffisances structurelles :

- faiblesse des mécanismes contraignants : Les ODD reposent sur l'engagement volontaire des États, sans obligation juridique, ce qui limite leur portée dans les pays les plus fragiles ;
- manque de financement et de gouvernance inclusive : Les pays en difficulté souffrent d'un déficit de ressources et d'institutions capables de piloter les ODD de manière équitable et efficace ;
- résultats contrastés : selon que les modèles reposaient sur des stratégies endogènes, souvent indépendantes des cadres onusiens comme en Chine, des avancées majeures sur les inégalités et sur la pauvreté ont été obtenues ;
- neutralisation des effets toxiques : certains projets ODD ont généré des effets pervers avec comme résultante pour les populations, des déplacements forcés sans indemnisation pour des projets d'infrastructure qui n'ont pas vu le jour du fait de la corruption, la privatisation de services publics sous prétexte d'efficacité et de simplicité difficiles à démontrer et surtout les fameux « *Greenwashing*<sup>14</sup> » ou « *écoblanchiment* » avec des entreprises sans responsabilité sociétale ou sociale qui utilisent les ODD pour légitimer des pratiques extractives, parfois avec des mercenaires déguisés en agents de sécurité ; et
- leçons à tirer : l'efficacité des ODD dépend moins de leur universalité en silos sectoriels que de leur appropriation par les bénéficiaires et leurs refontes en comptoirs sectoriels en approches transversales et adaptés aux contextes locaux, avec des leviers décisionnels autonomes, sans obstructions et cohérents.

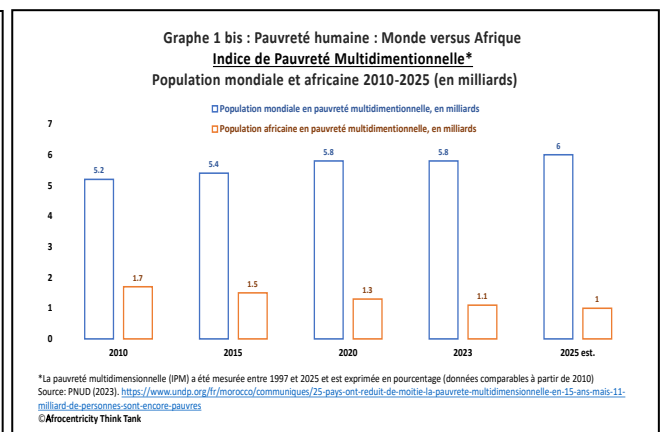
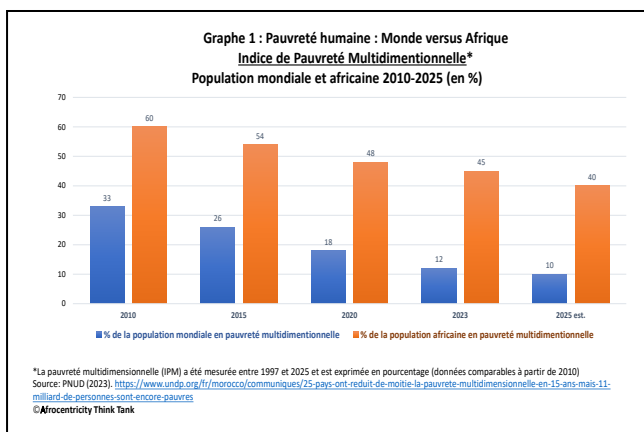
#### 4. Déglobalisation asymétrique et sélective

La notion de *déglobalisation asymétrique et sélective* permet de mieux comprendre le contexte dans lequel la croissance économique mondiale n'a pas permis dans les faits d'améliorer substantiellement le « *développement humain* » au sens des Nations Unies<sup>15</sup>, à savoir : « *le développement humain est une vision holistique du progrès, où le bien-être des personnes est la mesure ultime du succès* ». Cela s'est traduit par une faible, voire un recul dans la dynamique nécessaire pour atteindre les objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies. Pour autant, alors qu'entre 2010 et 2025, le pourcentage de personnes touchées par la pauvreté multidimensionnelle a diminué dans le monde et en Afrique, il faut bien constater qu'avec l'augmentation de la population mondiale, le nombre effectif de la population mondiale est en augmentation. La diminution notée au sein de la population africaine doit être nuancée compte tenu des difficultés de recensement effectif de la population (voir graphique 1 et 1bis).

En guise d'exemple, la réalité sur le terrain en 2025 se mesure aussi dans le fait. Selon OXFAM<sup>16</sup>, une grande majorité d'Etat africains ont « *réduit la part des budgets consacrés à l'éducation, à la santé et/ou à la protection* ». Faut-il rappeler qu'en Afrique « *79 % des Etats ont fait marche arrière en matière de fiscalité progressive* », que « *89 % ont régressé en ce qui concerne les droits du travail, les salaires minimums et l'offre d'emplois de qualité* », et qu'enfin « *les systèmes fiscaux africains sont près de trois fois moins efficaces pour redistribuer les revenus du 1 % le plus riche que la moyenne mondiale* ».

Par ailleurs et en parallèle, Oxfam a aussi rappelé en 2025 que les inégalités intra-françaises résultent en grande partie de l'histoire coloniale, notamment les territoires ultramarins toujours confrontés à « *des problèmes de pauvreté et d'inégalités systémique et spécifiques* », notamment des spécialisations économiques et extractives qui conduisent souvent à des vulnérabilités face aux changements climatiques<sup>17</sup>...

Il y a donc bien un problème de volonté des dirigeants africains de corriger les inégalités et une asymétrie entretenue dans la représentation des élites gouvernantes qui marginalisent la grande majorité des pauvres.



Entre sélectivité et asymétrie, il y a une différence majeure dans le processus déglobalisation.

La déglobalisation sélective consiste à réduire certains flux mondiaux (ex. commerce, données, capitaux) tout en maintenant ou renforçant d'autres, selon les intérêts stratégiques.

Elle reflète une volonté politique ciblée, où les États choisissent ce qu'ils veulent « *relocaliser* » ou « *protéger* », sans rejeter entièrement la mondialisation.

La déglobalisation sélective désigne une reconfiguration volontaire, planifiée, stratégique et politiquement ciblée des flux mondiaux vers ceux qui disposent d'une capacité d'influence sur les « *choix de société* » qu'ils souhaitent imposer au monde. Tous les flux mondiaux comme les migrations, le commerce des biens et services, les capitaux et les données, etc. sont reconsidérés en fonction des intérêts stratégiques des Etats ou entreprises transnationales disposant d'une capacité d'influence et/ou de nuisance.



La mondialisation continue, mais elle devient un outil de pouvoir, de marginalisation, d'exclusion afin d'asseoir un alignement fondée sur la servitude volontaire<sup>18</sup>, avec en filigrane une velléité des puissants de ne plus quitter le pouvoir politique, quitte à faire accéder une figure *connue ou nouvelle* pouvant défendre leurs intérêts bien compris et compatibles avec des électeurs mal informés des stratégies qui finissent par promouvoir les inégalités comme une fatalité.

La promotion décomplexée des inégalités asymétriques empêche l'effet de levier vertueux entre la croissance économique et le développement humain de mesurer de manière holistique, le progrès enregistré en termes d'amélioration du bien-être des citoyens du monde. En définitive, la déglobalisation sélective repose une stratégie d'écémage, de marginalisation et d'exclusion.

Il n'y a pas nécessairement un recul généralisé de la mondialisation, mais une redistribution prioritaire des flux en faveur de ceux qui disposent d'une capacité d'influence et de nuisance sous couvert de logiques, -vraies ou fausses- de sécurité, de souveraineté ou de réorientation civilisationnelle vers une idéologie de la transformation et du bornage de la démocratie des Peuples vers une démocratie hiérarchisée des riches et des puissants<sup>19</sup>.

Réciproquement, la déglobalisation asymétrique met l'accent sur les inégalités structurelles entre pays ou régions mettant en valeur la capacité nouvelle de diversifier ses partenaires, ou de résister aux agressions contre le droit international établi. De nombreux Etats ou régions touchés par les tarifs douaniers imposés de manière unilatérale ont été surpris. Certains pays affectés subissent des freins, voire des retraits des flux mondiaux de manière unilatérale, générant une rupture contrôlée par les pays disposant d'influence et de nuisance dans l'accès sélective aux ressources du sous-sol, aux marchés, aux technologies, aux capitaux et aux données. Cette poly-déglobalisation à plusieurs vitesses génèrent des perdants, mais surtout des pays qui perdent une partie de leur souveraineté dans le cadre d'alignement sollicité ou non-sollicité. Cette fracture structurelle impacte surtout les pays dits du Sud global qui subissent davantage les effets négatifs de cette déglobalisation que ceux, dans le Nord global qui la pilotent.

## 5. Ruissellement asymétrique, changer de logiciel mental

Le processus de ruissellement des fruits de la croissance économique est sélectif, et donc en panne pour assurer un développement humain et durable. La déglobalisation asymétrique qui repose sur l'inégalité déséquilibré sous-contrôle est subie, tandis que la déglobalisation sélective peut-être subie ou choisie. Il faut bien constater qu'il y a eu un refus volontaire des Etats pris collectivement, et plus particulièrement ceux du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies (ONU), de s'attaquer à bras le corps aux poly-inégalités ou intersectionnalités transversales des inégalités dans le monde pour signifier que les inégalités s'additionnent et se renforcent.

Pour sortir de cette impasse, il est indispensable de repenser le « *vivre ensemble* » et la « *solidarité mondiale* » sans arrière-pensées, telles que l'hypocrisie du « *retour sur investissement* » sur l'aide au développement. Il faudra un changement de logiciel mental pour adopter un nouvel indicateur centré sur l'humain : le Bonheur National Brut. En effet, les retards et exclusions que génèrent la croissance économique fondée sur le ruissellement et non sur la participation et l'inclusivité peine à générer un développement durable, remettant en cause les fondements même des objectifs de développement durable des Nations Unies. Peut-être que la concept de *bonheur intergénérationnel* pourrait servir de point de départ pour une refondation de la gouvernance de l'inclusivité.

Or, le ruissellement asymétrique révèle une économie où les bénéfices se concentrent au sommet et ne redescendent que marginalement vers la majorité. Cette asymétrie oblige à questionner les croyances, vraies ou fausses, qui structurent les modèles économiques qui s'imposent par la « *loi du plus fort* ». Un tel diagnostic met en lumière un logiciel mental fondé sur l'accaparement du bien d'autrui, la compétition, l'accumulation et la croissance infinie. Pour dépasser ces limites, il devient nécessaire de changer de paradigme plutôt que de corriger à la marge comme le suggère une partie des politiciens du « *centre* » qui ne prennent jamais position clairement. Changer de logiciel mental, c'est réorienter les priorités des femmes et hommes de bonne volonté vers la qualité de vie plutôt que la seule performance financière.



Toutefois, il faut se faire un peu violence car cela implique de reconnaître que la richesse ne se mesure pas uniquement en production, mais aussi en bien-être, en santé sociale et en durabilité. Ce nouveau logiciel valorise la coopération, l'équité et la résilience collective, bref le vivre ensemble résumé dans le paradigme africain de « *UBUNTU*<sup>20</sup> ». En effet, la culture « *Ubuntu* » nourrit la réappropriation identitaire au sein des Peuples se reconnaissant dans la paix et le rôle fondamental des dynamiques sociales, culturelles, culturelles pour le vivre ensemble en communauté.

Une fois ce cadre mental converti, il devient logique de revoir les principaux indicateurs économiques qui conduisent à un pilotage falsifié et une gouvernance apocryphe du monde, à des fins d'appropriation par quelques privilégiés de cercles oligarchiques s'auto-cannibalisant. Le produit intérieur brut (PIB) centré sur la quantité, ne suffit plus – en fait n'a jamais conduit – à refléter ce qui compte réellement pour les sociétés humaines. Il donc bien une forme de mystification économique que le récit fictif de nombreux médias politiquement corrects, et souvent dénommés « *médias mainstream* », colportent abusivement.

Pourtant, un indicateur alternatif comme le Bonheur National Brut, inspiré du Bhoutan, propose une mesure intégrant bien-être aussi les volets solidarité, psychologique, environnement, culture et gouvernance au service de l'humain et des Peuples pacifiques. Le passage du PIB au BNB n'est pas un simple changement d'outil, mais la conséquence directe d'un changement de vision, une véritable mutation que constitue la conversion. Ainsi, du constat du ruissellement asymétrique à l'adoption du Bonheur National Brut, c'est toute une manière de penser l'économie qui doit se transformer pour remettre l'humain au centre.

Les dirigeants du monde, africains en particulier, peuvent continuer à faire semblant de croire que le ruissellement fonctionne. Mais l'asymétrie est devenue trop flagrante pour être maquillée par les discours de croissance non distribuée, d'inflation réelle non enregistrée mais simplement perçue. Ce modèle qui promettait que la prospérité des uns finirait par atteindre les autres ressemble désormais à un vieux logiciel mental qui tourne en boucle, incapable de comprendre que le monde a changé.

Tant qu'on reste prisonniers de cette croyance, on mesure la réussite avec des indicateurs qui comptent tout sauf l'essentiel : la santé des liens sociaux, la qualité de l'air, la sécurité psychologique, la capacité d'une société à ne laisser personne au bord du chemin. Il est temps de débrancher ce logiciel obsolète et d'en installer un autre, qui ne confonde plus accumulation et progrès.

## **6. Le Bonheur National Brut, l'humain au centre**

Le Bonheur National Brut n'est pas une utopie exotique : c'est un rappel brutal que l'économie n'a de sens que si elle sert la vie, pas l'inverse. En adoptant un indicateur centré sur le bien-être réel, on cesse de courir après des chiffres qui ne ruissellent nulle part et on commence enfin à construire une prospérité qui circule, qui nourrit, qui élève. Bref, on passe d'un ruissellement asymétrique à un modèle où l'humain redevient la finalité, et non un dommage collatéral, presque insignifiante, réduit à des personnages imaginaires de jeux vidéo.

En effet, la guerre de l'accès aux ressources stratégiques entre les Etats-Unis et la Chine via le truchement d'Etats proxys et la déstabilisation de pays et de peuples, est pourtant présentée au grand public comme s'il s'agissait de créatures issues d'univers vidéoludiques, ces figures mythologiques du numérique qui deviennent des êtres fictionnels interactifs aux identités virtuelles désincarnées, des archétypes vidéoludiques de nombreux dirigeants bien réels eux, insensibles à la détresse humaine que cause leur soif de ne pas contester le non-respect du droit des Peuples, confondus par certains incultes avec le droit international. Ce jeu miroir de la destruction de l'humain maquillé sous un tapage informationnel clivant et communautariste risque de conduire le monde à une pérennisation des asymétries, sinon des amnésies dans le droit à la solidarité internationale.

## **7. Asymétrie structurelle dans les flux de solidarité internationale**

Attention de ne pas tomber ans le sophisme comme manipulation idéologique d'une déglobalisation sélective et asymétrique (DSA) servant à justifier ou masquer les logiques de repli, d'exclusion ou de domination dans le cadre d'une mondialisation reconfigurée<sup>21</sup>. La DSA ne doit pas servir à légitimer l'exclusion de certains pays sans assumer la rupture avec le droit international, les principes codifiés du libre-échange, ou encore la

solidarité multilatérale. Pire, lorsqu'une relocalisation minière ou industrielle est soutenue par un Etat et sert à concentrer les bénéfices dans des entreprises transnationales sous le couvert de la sécurité, de la paix ou de l'écologie dans des zones géopolitiquement instables.

En 1990, le ratio Afrique sur autres pays recevant l'aide publique au développement (APD) s'élevait à 0,42 % (soit les versements officiels des pays donateurs : 25 milliards USD pour l'Afrique et 60 milliards USD pour les autres pays). Cela représentait une part significative des flux financiers internationaux, avec des engagements croissants post-Guerre froide. Or, entre 2020–2023, ce ratio est tombé à 0,24 % (soit 74 milliards USD pour l'Afrique et 300 milliards USD pour les autres pays). Cette asymétrie structurelle dans les flux de solidarité internationale est une attestation d'un monde de moins en moins solidaire. Quelques exemples d'expositions asymétriques sectorielles.

- Risques climatiques<sup>22</sup> : En 2025 selon le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC)<sup>23</sup>, plus de 100 millions de personnes en Afrique sont à haut risque climatique, contre moins de 30 millions en Europe<sup>24</sup>. L'asymétrie environnementale s'est creusée, malgré une responsabilité climatique historiquement plus faible du Sud.
- Accès aux infrastructures numériques : En 2025 selon le UIT, le taux de pénétration Internet par région était de 17,8 % en Afrique, 83 % en Europe, et 88,9 % en Amérique du Nord. Cela représente une inégalité majeure dans la fracture numérique et un frein substantiel à l'accès équitable à l'innovation, à l'éducation et à l'économie mondiale<sup>25</sup>. Dans un pays à faible revenu, 26,5 personnes utilisent l'internet contre 93,4 dans un pays à revenu élevé<sup>26</sup>. Selon le score de l'indice de développement de l'Information, de la Communication et de la Télécommunication de 2024 (ICT Development Index<sup>27</sup>) de l'Union Internationale des Télécommunications, le score du Luxembourg de 92,6 versus le Maroc 86,8, le Sénégal, 69,3, le Togo avec 46,2 et le Burkina-Faso avec 30,1. Les solutions de réduction des écarts passent par un investissement massif dans les infrastructures, une réduction des coûts élevés de l'accès, et une augmentation de l'éducation numérique.
- Dépenses de santé par habitant : Selon les projections de 2025, les dépenses de santé par habitant, en Afrique avoisineraient 100 USD par habitant alors qu'il est estimé à 4.500 USD par habitant dans les pays de l'OCDE, soit une asymétrie 45 fois supérieur<sup>28</sup>, reflétant une stagnation inacceptable des capacités sanitaires africaines malgré les budgets nationaux et aide publique au développement censés être consacrés à l'infrastructure sanitaire en Afrique.

## 8. Redéfinir la *déglobalisation asymétrique et sélective*

En définitive, Face à des crises mondiales qui s'additionnent et s'amplifient et s'auto-entretiennent les unes les autres, la définition suivante pourrait permettre de mieux comprendre la complexité de polycrises systémiques et dynamiques. La *déglobalisation asymétrique et sélective* désigne un processus de reconfiguration stratégique des échanges mondiaux, dans lequel les flux géoéconomiques, technologiques et politiques ne diminuent pas uniformément, mais sont redirigés, filtrés ou restreints selon des critères géopolitiques, sécuritaires ou idéologiques des pays disposant d'une capacité d'influence et de nuisance.

Paradoxalement, il n'y a pas de recul généralisé de l'interdépendance mondiale, mais une sélectivité des « *relations internationales inter-Etats et inter-entreprises transnationales* » au mépris du « *droit international* ». Sans surprise, le monde va se diviser entre des pays non plus alliés mais alignés, ou se structurant en « *blocs* » sur le pays ou le groupe de pays disposant d'une capacité d'influence et de nuisance pour intensifier les flux des échanges qui risquent de demeurer asymétriques.

Les pays ou régions optant pour le « *neutralité* » ou le « *non-alignement* » risquent, au moins dans le court terme, de subir une marginalisation ou exclusion ciblée parce qu'ils sont unilatéralement jugés non conformes aux normes des pays ou blocs dominants. Cette fragmentation du système générée par la *déglobalisation asymétrique et sélective* a conduit depuis la fin symbolique de la guerre froide le 9 novembre 1989 avec la chute du mur de Berlin, et la fin effective en décembre 1991, avec la disparition de l'un des deux grands blocs idéologiques qui s'étaient opposés pendant près de 45 ans, et la dissolution officielle de l'Union soviétique. Cet événement, au lieu de favoriser une réunification des flux et échanges mondiaux, a en fait servi de point de



départ d'une fragmentation d'un système déglobalisé, où la coopération sélective était devenue conditionnelle et asymétrique, dans un cadre feutré de la diplomatie d'influence.

Or, aujourd'hui, cette diplomatie de l'ombre des pays à influence forte est décomplexée, bafoue le droit international, et par définition les droits humains sous le couvert des enjeux de souveraineté et de redéfinition des frontières en temps de non-guerre mondiale. Le protectionnisme, la sélectivité dans les échanges commerciaux, la réappropriation des chaînes de valeur accompagnées de relocalisations industrielles, la résurgence des identités nationales, les politiques de découplage technologique, les sanctions économiques, les réponses apportées aux pandémies sanitaires et même l'échec d'un consensus minimum sur les limitations de l'usage des plastiques par les Nations Unies témoignent ne sont que des signes annonciateurs de l'imprévisibilité de la cristallisation des polycrises systémiques et les mesures répressives qui ne manqueront pas de les encadrer.

### 9. Polycrises systémiques, inadéquation des ODD et Bonheur National Brut

La déglobalisation asymétrique et sélective qui résulte des polycrises systémiques dans le monde oblige à questionner la pertinence, l'efficacité, les limites des ODD, et au-delà, des institutions spécialisées des Nations-Unies qui continuent à appréhender le monde d'aujourd'hui en secteurs comme dans les années 1945-1960. Les approches transversales s'imposent vers des structures plus inclusives, intégrées et moins soumises aux logiques de financement fragmentées. Cela suppose une réforme en profondeur des outils, instruments et des institutions des Nations Unies. Les ODD<sup>29</sup> ne sont en fait que le reflet de la difficulté, sinon l'incapacité de l'ONU à se réformer en profondeur. Comment construire des organisations pluridisciplinaires avec des talents<sup>30</sup> et l'indépendance du personnel onusien et moins de « *bureaucrates politisés* » demeure une gageure contre l'instrumentalisation de l'ONU<sup>31</sup>.

Les ODD peuvent difficilement progresser sans une croissance économique soutenue. Certains des objectifs comme l'éducation, la santé ou la justice reposent quasi exclusivement sur le principe de la redistribution des fruits de la croissance et de la volonté politique. Sans la croissance économique, il est difficile d'investir dans les infrastructures de bien-être et de logistique et d'impacter significativement la réduction de la pauvreté. La « dite » croissance « verte » et inclusive demeure une alternative indispensable mais ne doit plus reposer sur les dogmes de la croissance économique de « *rattrapage* » de la dynamique néolibérale actuelle<sup>32</sup>.

L'erreur fondamentale des ODD est d'avoir convaincu une partie du monde qu'il fallait atteindre des « *objectifs* » si la croissance économique était au rendez-vous. Or, cet erreur de parallaxe provient de l'approche en silos sectoriels incompatible avec une approche inclusive centrée sur la participation de l'humain comme acteur de son propre développement durable, ce dans le cadre d'une économie de proximité : « *La capacité à développer et à maîtriser une économie de proximité devient un facteur déterminant dans la réussite du défi que le 21<sup>e</sup> siècle lance à l'Afrique subsaharienne*<sup>33</sup> », et plus largement aux Etats à faible capacité d'influence.

Par ailleurs, la corrélation entre l'endettement instrumentalisé sans résultats tangibles sur le terrain et la perte de souveraineté qui en résulte, parfois préconisée par les fourches caudines des ajustements structurels parachutés d'ailleurs n'ont en définitive pas servi les intérêts et l'amélioration du bien-être des nations concernées. De fait, le développement humain ne peut se décliner à l'aune de l'avancement des ODD en silos sectoriels, avec ou sans croissance économique.

Il importe d'approfondir la remise en cause du sacro-saint critère de la croissance économique basée sur la croissance du produit intérieur brut (PIB) et peut-être se pencher sur le concept de « Bonheur National Brut (BNB) [ en anglais Gross National Happiness (GNH)], un des indicateurs de rupture pour mesurer le bien-être d'un pays. Formulé en 1972 par le roi du Bhoutan, Jigme Singye Wangchuck, comme une alternative au Produit National Brut (PNB), le BNB repose sur l'idée que le développement ne peut se limiter à la croissance économique, mais intégrer des dimensions humaines, culturelles et environnementales avec au moins les quatre (4) piliers suivants : le développement économique durable et équitable, la préservation et promotion de la culture, la protection de l'environnement et la bonne gouvernance. Intégré dans la Constitution du Bhoutan comme objectif national depuis 2008, 72 indicateurs de mesure ont été introduits en 2011 et permettent de démontrer la pertinence de l'approche. En effet en 2025, le Bhoutan reste le seul pays à utiliser le BNB comme indicateur central et être reconnu pour avoir un bilan carbone positif et un niveau de satisfaction

élevé, malgré un PIB modeste. Un modèle pour les constitutions africaines et d'ailleurs, surtout si des indicateurs supplémentaires sur le progrès en matière de souveraineté nationale ou collective (régionale ou blocs BRICS +) sont introduits !

### 10. Toxicité de la croissance économique de rattrapage

Face aux Objectifs de développement durable (ODD) de l'ONU, les objectifs de croissance économique ne sont pas toujours pertinents, et peuvent même s'avérer toxiques lorsqu'ils ignorent les limites écologiques, les inégalités sociales ou les déséquilibres géopolitiques. Les ODD visent une prospérité inclusive, équitable et soutenable, tandis que la croissance économique classique repose souvent sur l'accumulation, la consommation et l'exploitation des ressources naturelles.

La croissance de rattrapage<sup>34</sup> désigne un processus par lequel des pays ou des régions en retard comblent leur déficit de développement, souvent par des investissements massifs dans les infrastructures, l'éducation ou la santé. Elle est généralement nécessaire et légitime, surtout dans les pays du Sud, pour répondre aux besoins fondamentaux et réduire les écarts historiques.

En revanche, la dynamique néolibérale et capitaliste actuelle tend à produire une croissance orientée vers la maximisation du profit, souvent au détriment des équilibres sociaux et environnementaux. Elle repose sur des logiques de financiarisation, de surconsommation et de concentration des richesses.

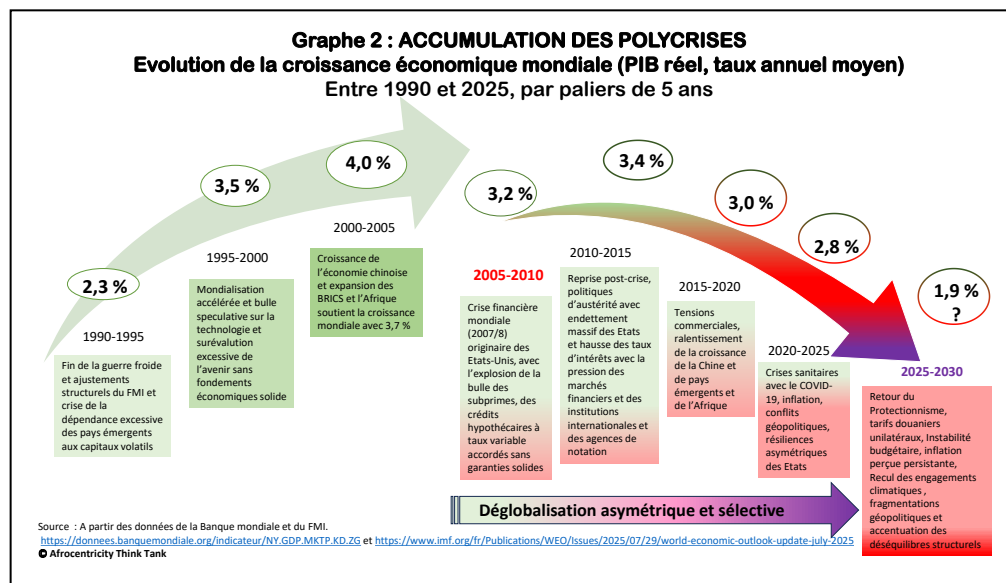
Il importe de les distinguer :

- la croissance de rattrapage est finalisée par le bien-être collectif et la réduction des inégalités.
- la croissance néolibérale est drivée par la rentabilité, souvent déconnectée des besoins réels.

Ainsi, la pertinence de la croissance dépend de sa finalité : si elle sert les ODD, elle est utile ; si elle les compromet, elle devient problématique. Le défi est donc de réconcilier développement et sobriété, en inventant des modèles économiques post-croissance.

### 11. Croissance économique et développement humain et bien-être collectif des populations

Au cours du demi-siècle passé, la croissance économique mondiale a régulièrement été soutenue sauf quelques crises passagères (voir graphique 2).



Toutefois, les fruits de cette croissance économique se caractérisent par une absence de propagation et de répartition tant entre les régions et pays du monde, comme à l'intérieur de ces espaces. La résultante est qu'il y a eu concentration de cette richesse d'un petit nombre aux dépens d'une grande majorité de la population.



La démocratie représentative était censée permettre un écoulement organisé et moins inégalitaire de la valeur et des richesses créées vers la partie de la population la moins favorisée.

Or, la démocratisation de la connaissance et du savoir a trouvé l'essentiel de ses effets de levier dans les pays comme la Chine où la représentation des populations par des élites ne repose pas sur un suffrage universel mais sur une structuration unilatérale d'un système politique fondé sur l'amélioration stratégique de la collectivité avant celle d'un groupe restreint d'individus. Il y a donc en filigrane un problème de conception de la création de richesses dans un espace géographique assortie d'une politique de correction dynamique des inégalités.

La vitesse avec laquelle la connaissance et le savoir se diffusent, et donc se démocratisent devient un critère fondamental pour appréhender la relation dialectique entre la croissance économique et le développement humain devant assurer le bien-être collectif des populations. Toutefois, il n'est pas possible de faire abstraction du progrès sans prendre en compte le niveau des libertés fondamentales. En fonction de l'histoire, l'environnement culturel et culturel, le principe de la création de richesses est plus ou moins déléguée, consciemment ou par la coercition comme l'attestent de nombreux régimes et systèmes politiques et économiques qui privilégient systématiquement une sélectivité entre ceux qui détiennent le pouvoir de la connaissance, du savoir et des technologies et la volonté réelle ou supposée pour les diffuser rapidement au plus grand nombre, ce avec un objectif stratégique d'améliorer le niveau général de bien-être matériel sans déstabiliser les fondements du corps social. Ces restrictions se font souvent aux dépens de la transparence, de la redevabilité, et des libertés fondamentales.

Autrement dit, les critères retenus pour calculer le produit intérieur brut qui sert principalement de référence de comparaison entre les Etats ne suffisent pas à exprimer la dynamique effective de la réalité, encore moins à intégrer de nombreux aspects non mesurables, mais contribuant à une dynamique humaine du vivre ensemble. La croissance économique n'a pas toujours amélioré le bien-être des populations pour plusieurs raisons telles que :

- les indicateurs ou éléments de mesure demeurent largement inadéquats puisqu'il s'agit principalement du produit intérieur brut (PIB) qui n'arrive pas à appréhender de manière holistique le développement humain tant au plan mondial que dans des espaces géographiques restreints, avec comme conséquences une dépriorisation de la qualité de vie, de la durabilité et du processus de recyclage des biens et services produits et en définitive une aversion pour une justice sociale collective et effective pour tous ;
- les inégalités croissantes liées à un niveau de concentration entre riches et pauvres, que ce soit entre individus, entreprises, Etats ou régions, ce malgré souvent un PIB mondial qui n'a cessé d'augmenter globalement. Pire, les inégalités se sont creusées avec trop peu d'efforts d'organiser stratégiquement et sur le long-terme la correction et la réduction de ces inégalités ;
- la croissance purement économique excluant souvent les bénéficiaires du système décisionnel fondant les orientations stratégiques de la création de richesses et ses orientations a conduit à une croissance sans inclusion, avec comme conséquences des millions de personnes sans accès à l'éducation, à la santé ou à un pouvoir d'achat permettant un revenu décent, ce malgré la croissance économique ;
- la mauvaise gouvernance tant au niveau de la corruption, des erreurs ou absence de planification fondées sur un modèle économique de la production et de la transformation des matières premières sans prendre en compte sérieusement l'épuisement des ressources, la dégradation de l'environnement et de la biodiversité. Ce mal-gouvernance repose principalement sur un modèle productiviste qui érodent les bases d'un progrès pour tous et un développement futur pour les exclus ou victimes de la croissance économique décomplexée ;
- l'impossible priorité accordée aux mesures correctives dynamiques à la concentration des richesses, du savoir et des pouvoirs dans les mains d'un petit nombre d'individus ou entreprises ou Etats ne permettent plus d'avoir des systèmes préventives de régulation interne à la société. Au cours de l'histoire, cela a systématiquement déclenché des crises multisectorielles successives comme les conflits territoriaux et d'accès aux matières premières, la division internationale du travail fondé sur l'exploitation de certains humains par d'autres, les chocs financiers, les pandémies sanitaires avec comme conséquences le mercenariat officiel ou officieux, parfois sous couvert de terrorisme instrumentalisé, et un système politico-diplomatique où le droit international s'est transformé en un

droit des relations internationales, ce qui révèle une grande fragilité des systèmes économiques, et par extension déstabilise les fondements d'une société globale où chaque citoyen a les mêmes droits que son concitoyen du monde.

La peur, la désignation du bouc-émissaire et l'exclusion de ce dernier constituent le moule d'un paradigme du « *droit du plus fort* », confondues avec une politique nationaliste et protectionniste, qui n'est en fait que le reflet d'un système mondial inégalitaire et décomplexé. La conséquence d'une telle évolution a été constatée par le Programme des Nations Unies pour le Développement avec un indicateur composite que constitue l'Indicateur de Développement Humain qui regroupe le niveau de vie avec le revenu brut par habitant en parité de pouvoir d'achat, l'espérance de vie à la naissance, le niveau d'éducation des personnes de 15 ans et plus.

En effet, la progression de l'IDH est la plus faible depuis 1990<sup>35</sup>, ce qui doit servir de preuve de la stagnation du développement humain depuis 35 ans (Voir graphique sur la progression). Pourtant l'IDH ne prend pas en compte les inégalités, la pauvreté et la sécurité intérieure. Il était indispensable de considérer l'indice de développement humain ajusté aux inégalités (IDH-AI) et de le comparer à la progression de l'indice de pauvreté humaine (IPH).

## 12. Pauvreté multidimensionnelle : inégalité, privation et neutralisation de la dignité

Introduit dans les années 1997, l'indice de la pauvreté multidimensionnelle est représenté par une personne vivant dans une pauvreté multidimensionnelle si elle souffre d'au moins 33 % de privations dans les domaines interdépendants suivants :

- la santé notamment la malnutrition et la mortalité infantile ;
- l'éducation, principalement le faible niveau de scolarité, déscolarisation et donc d'ignorance à faire des choix judicieux pour sa survie et sa vie ;
- le niveau de vie non-acceptable avec l'absence d'électricité, d'eau potable, d'assainissement, dans un environnement pollué avec des logements insalubres et préparant la nourriture journalière avec des combustibles de cuisson générant des effets toxiques multiples à court et long-terme, bref, un citoyen du monde qui a été privé des biens essentiels et d'un travail décent.

Pourtant, l'Indice de pauvreté multidimensionnel a été conçu pour dépasser la vision réductrice de la pauvreté fondée uniquement sur le revenu. Il s'appuie sur un constat simple selon lequel un individu peut gagner quelques dollars par jour et pourtant vivre dans des conditions qui compromettent la santé, l'éducation ou la dignité humaine.

Les causes de cette pauvreté multidimensionnelle sont profondes et reprennent l'essentiel de ce qui fait la définition même du concept à savoir : faiblesse des systèmes de santé, malnutrition chronique, mortalité infantile évitable, mais aussi inégalités d'accès à l'école, déscolarisation précoce et reproduction intergénérationnelle du manque d'instruction. À cela s'ajoutent des conditions de vie matérielles dégradées — *absence d'électricité, d'eau potable, d'assainissement, logements insalubres, dépendance à des combustibles polluants* — qui enferment des millions de personnes dans un cercle de privations cumulées.

L'IPM permet de rendre visibles ces multiples dimensions et d'identifier précisément où les politiques publiques doivent intervenir.

Les solutions passent par :

- un rejet de l'invisibilité de cette majorité silencieuse dans le monde ; et
- un investissement massif dans les infrastructures sociales : renforcer les soins de santé primaires, lutter contre la malnutrition, garantir une éducation accessible et de qualité, et améliorer les services essentiels comme l'eau, l'énergie et l'habitat.

C'est donc bien d'une conversion culturelle dont il est question. Cela exige d'abord une « *Volonté* » et surtout aussi une approche intégrée et pluridisciplinaire pour coordonner les politiques sanitaires, éducatives et économiques pour briser simultanément plusieurs privations.

En adoptant l'IPM et en ne cachant plus la vérité sur ce qui apparaît aujourd'hui comme le résultats des gouvernances passées, les États peuvent cibler plus finement les populations vulnérables, mesurer les progrès réels et construire des stratégies de développement centrées sur les capacités humaines plutôt que sur la seule croissance économique dont le ruissellement laisse à désirer. Or, c'est donc une refondation de



l'opérationnalisation des objectifs de développement durable de ce qui reste des Nations Unies qui doit être entreprise.

Les inégalités freinent clairement le développement humain. L'Indice de Développement Humain ajusté aux Inégalités (IDHI) montre que jusqu'à 20 % du potentiel de développement est perdu dans les pays à fortes disparités<sup>36</sup>. Parallèlement, l'Indice de pauvreté multidimensionnelle révèle qu'en Afrique subsaharienne, la proportion de personnes en pauvreté aiguë est passée de 71 % en 1997 à environ 58 % en 2025<sup>37</sup>, une amélioration réelle mais insuffisante face à la croissance démographique. Ces chiffres confirment que les privations fondamentales persistent malgré les progrès. Pour accélérer la réduction de la pauvreté, il faut s'attaquer aux inégalités structurelles, notamment genre, revenu, accès aux services, opportunités d'emplois décents, qui minent les gains en bien-être.

Face à la pauvreté multidimensionnelle, nul n'a le droit de se contenter de demi-mesures ou de statistiques qui masquent l'essentiel et des désinformations qui falsifient la réalité des gouvernances antisociales pour des égotistes indifférents. L'IPM nous rappelle que chaque privation est une atteinte directe à la dignité humaine et qu'aucune société ne peut prospérer en laissant des pans entiers de sa population dans l'ombre. Investir dans la santé, l'éducation et les conditions de vie n'est pas un coût : c'est un choix politique qui détermine le type de futur que nous voulons. Toutes les bonnes volontés doivent s'identifier partout où elles et ils sont pour briser ces privations cumulées. Le message qui doit dominer est celui de l'affirmation que le développement et le droit qui l'encadre n'ont de sens que s'ils libèrent, émancipent et élèvent chaque citoyen du monde vers la dignité humaine.

### 13. Refondation des objectifs de développement durables des Nations Unies

Les Objectifs de Développement Durable ne sont pas tombés du ciel : ils sont nés d'un système multilatéral essoufflé qui, après Rio+20, cherchait désespérément à se réinventer. Les OMD avaient montré leurs limites, voire leurs « utopies » : trop centrés sur les pays du Sud-global comme si le problème ne posait pas dans le Nord-global, trop dépendants d'une aide internationale déjà en perte de vitesse, trop déconnectés des réalités systémiques.

Les États membres des Nations Unies<sup>38</sup> au nombre de 193 à l'époque ont alors admis une évidence longtemps évitée : les crises contemporaines sont globales, interconnectées et indifférentes aux frontières et liées à l'agressivité d'un groupe identifié dans l'histoire de l'humanité. Les résultats sont parlants : pauvreté, inégalités, climat, santé, éducation, paix à partir de la fausse compétition qui conduit à la guerre : aucun pays n'est immunisé, et aucun ne peut prétendre agir seul. Or, l'unilatéralisme de certains rappelle étrangement la dangerosité de ceux qui ignorent l'histoire, celle qui se répète inlassablement et que Paul Valéry a résumé comme suit : *« Quand on dit que les mêmes causes produisent les mêmes effets, on ne dit rien. »* En fait, on revient trop souvent à la cause zéro, juste avec la déstabilisation et la désolation de la bassesse et l'ignorance humaines en plus.

La « fausse » inclusivité affichée du processus, consistant à associer à la marge et sans pouvoir la société civile, les Organisations non gouvernementales, les chercheurs, les collectivités, les syndicats et le secteur privé, a servi autant à légitimer l'exercice qu'à reconnaître que les solutions ne viendraient plus uniquement des chancelleries. L'environnement et le climat ont imposé leur centralité, transformant le développement durable en enjeu universel, presque existentiel. L'adoption de l'Agenda 2030 en septembre 2015 a été présentée comme un tournant historique, mais elle répondait aussi à une réalité moins avouée : la « fatigue de l'aide » des pays du Nord qui s'est transformée en une exigence du « retour sur investissement ». En rendant les ODD universels, on élargissait mécaniquement le champ des financements possibles, y compris pour les projets des pays industrialisés eux-mêmes, ce qui de facto réduisant la part réservée aux pays du Sud. Donald Trump est venu remettre les pendules à l'heure en supprimant purement une très grande partie de cette aide-retour sur investissement en lui substituant l'affairisme transactionnelle, le fameux « deal » imposé par la force.

Derrière les 17 objectifs et les 169 cibles, il y a donc un compromis politique autant qu'un idéal. Et si l'on parle aujourd'hui de refondation, c'est bien parce que ce compromis montre ses fissures, sinon des crevasses abyssales. L'universalité proclamée ne suffit plus : il faut repenser l'ambition, la gouvernance et les moyens, sous peine de laisser l'Agenda 2030 devenir un catalogue de bonnes intentions sans prise sur le réel.



Il y a parfois des ironies historiques qui frôlent l'absurde : un « *Conseil de paix* » présidé par un dirigeant dont la diplomatie ressemble davantage à une stratégie de confrontation permanente. Sous l'administration Trump 2, la rhétorique martiale, la pression maximale et la diplomatie transactionnelle ont souvent éclipsé les mécanismes multilatéraux de prévention des conflits. Dans ce contexte, parler de « *Conseil de paix* » relève presque du contresens, tant les logiques de puissance ont pris le pas sur les logiques de coopération. *Afrocentricity Think Tank* suggère qu'il faudrait renommer l'institution pour refléter la réalité : un véritable « *Conseil de guerre* », assumant la centralité de la force dans la doctrine américaine.

Mais la provocation n'est pas une fin en soi. Elle sert à rappeler que les institutions internationales ne sont crédibles que si leurs membres incarnent les valeurs qu'elles prétendent défendre. Si le prix Nobel de la paix pour le président américain Donald Trump peut être renvoyé aux calendes grecques, alors le Conseil de paix doit, lui aussi, se réinventer pour éviter de devenir un simple décor diplomatique dont le verbe opportuniste est léthal.

Or, la solution n'est pas que de changer le nom, mais de restaurer la cohérence : renforcer les mécanismes de contrôle, exiger des engagements mesurables, et rappeler que la paix n'est pas un slogan, mais une responsabilité collective. Or, c'est pour certains membres du Conseil de Paix de Donald Trump, une véritable atteinte à la *liberté de penser et d'agir selon son « bon » vouloir* ».

Dans tous les cas de figures, l'Histoire retiendra moins les discours que la capacité des institutions humaines à résister aux dérives de leurs membres. Pourtant, l'espérance fait vivre et les « *humains* » passent.

#### 14. Évoluer vers une économie inclusive de proximité post-croissance

La croissance économique traditionnelle, obsédée par la rentabilité et l'extraction sans limites et sur la propriété d'autrui, se heurte frontalement aux Objectifs de Développement Durable. On ne peut pas prétendre bâtir un avenir soutenable en utilisant les outils qui ont précisément créé les déséquilibres actuels. La croissance de rattrapage, indispensable pour les pays du Sud, vise à réparer des décennies d'inégalités structurelles par l'investissement social et l'élévation des capacités humaines. Elle n'a rien à voir avec la croissance néolibérale, qui transforme l'économie en machine à profits et la société en variable d'ajustement. La question n'est donc pas de savoir si la croissance est bonne ou mauvaise, mais à quoi elle sert, qui elle bénéficie et ce qu'elle détruit au passage, sans d'ailleurs pouvoir offrir des chances de reconstruction et de régénération.

Si les fruits de cette croissance économique alimentent les ODD, ils deviennent un levier de justice, de répartition plus équitable et de résilience. Si elle les sabote, elle n'est qu'un accélérateur de crises et posent les bases d'un effet de massue déstabilisante et avilissante au plan civilisationnel. C'est pourquoi il est urgent de dépasser le vieux dogme de l'accumulation pour inventer des modèles post-croissance capables de concilier dignité humaine, sobriété écologique et équité sociale. Le véritable défi du 21<sup>e</sup> siècle est à nos portes. Il s'agit de concilier progrès et limites planétaires, non par contrainte, mais par la vérité, cette parole vraie et ces médias « objectifs », et des choix géopolitiques, géoéconomiques et géostratégiques éclairés. C'est cette refondation qui conditionnera la possibilité même d'un futur viable entre les humains, à moins de revoir la définition de ce qu'est un humain.

Pour les pays du Sud-global, les ODD visent une prospérité équitable, inclusive et écologiquement soutenable. La croissance de rattrapage, légitime dans ces pays, cherche à combler les retards par des investissements sociaux lorsqu'elle n'est pas entravée par la corruption. Elle se distingue de la croissance néolibérale, guidée par le profit et la financiarisation. La pertinence de la gouvernance éclairée de la création de valeur à partir de la croissance dépend donc bien de sa finalité : utile si elle sert les ODD, problématique si elle les compromet. Il faut donc être clair : il est temps de promouvoir une forme de gouvernance de la mutabilité afin de dépasser le paradigme de l'accumulation pour inventer des modèles post-croissance. Ces modèles doivent concilier développement humain, sobriété écologique et justice sociale. Le défi est de concilier progrès et limites planétaires dans une vision durable du futur.

Comment peut-on « *imposer* » unilatéralement des normes commerciales ou environnementales inaccessibles aux pays en développement dénués de capacité d'influence et de nuisance et prétendre favoriser un



« *commerce équitable* ». La réalité crue est qu'il est question de faire payer par les autres ses erreurs de gouvernance. Sur ce terrain, les Etats-Unis ne sont pas les seuls à blâmer.

Cette nouvelle approche consistant à faire payer unilatéralement et par la force sa « *croissance économique* » par d'autres est un abus du droit multipolaire, une véritable prédation géo-économique. Il s'agit là d'un sophisme issu des polycrises systématiques qui repose sur un raisonnement fallacieux, en apparence logique, mais reposant sur une usurpation institutionnalisée. Dans le contexte de la déglobalisation sélective et asymétrique, certaines puissances dominantes l'utilisent pour justifier leur déresponsabilisation stratégique en légitimant l'exclusion de certains pays sans assumer la rupture des principes du libre-échange ou de la coopération multilatérale.

Il n'est pas suggéré de rejeter toute croissance, mais de réorienter ses finalités en distinguant entre d'une part, la croissance utile permet de satisfaire les besoins fondamentaux, réduire les inégalités, et renforcer les capacités locales ; et d'autre part, la croissance toxique qui sert d'effet de levier à la multidimensionnel concentration des richesses et des pouvoirs, la surconsommation asymétrique, l'épuisement des ressources et la perte de souveraineté et la vassalité des Etats et des humains.

Le défi est donc de réconcilier création de valeurs, de richesses d'une part et développement et sobriété d'autre part en créant des *corridors de non-ingérence unilatérale* autour de modèles économiques fondés sur une économie circulaire de proximité valorisant entre autres :

- la qualité de vie plutôt que la quantité de biens ;
- la justice commerciale, économique, sociale et écologique ;
- la souveraineté politique et la résilience territoriale.

A défaut, les polycrises systémique du modèle néolibéral de développement mondial et ses erreurs du passé qui n'ont pas été corrigés, -notamment l'exploitation des ressources du Sud sans contreparties, la financiarisation excessive, et le déni écologique, les falsifications et l'instrumentalisation des principes démocratiques instrumentalisé par des élites ou des régimes autoritaires<sup>39</sup>, etc.-, convergent vers des points de rupture à court ou moyen-terme aux conséquences incalculables.

La guerre conjointe des Etats-Unis et d'Israël contre l'Iran pourrait ne plus être un cas isolé, mais une phase miroir de l'opération spéciale de la Russie contre l'Ukraine. Ce sont les peuples qui payent et servent de variables de non-ajustement.

Dans un avenir proche, le désenchantement des populations envers les institutions démocratiques qui pourraient être remplacées par des régimes populistes ou militaires qui ne se gêneront pas pour confisquer la vérité des urnes et la vérité des comptes publics. La démocratie universelle ne doit pas être considérée comme une trajectoire impossible<sup>40</sup> si l'on opte pour la mutabilité des certitudes obsolètes en géopolitique et géoéconomie. Or, une évolution vers une économie inclusive de proximité post-croissance est possible. Une alternative à ne pas passer par pertes et profits !

## **15. Néo-impérialisme économique et bonne volonté**

Aucun des 17 ODD n'est en voie d'être atteint à l'échelle mondiale. 84 % des cibles affichent des progrès limités ou inversés<sup>41</sup>. Les pays les plus pauvres et vulnérables (notamment en Afrique subsaharienne, en Asie du Sud et dans certaines régions d'Amérique latine) accusent le plus de retard, en raison des ingérences, des usurpations de leurs richesses, d'une absence d'unité d'actions, des conflits, de la dette, des catastrophes climatiques et bien sûr, d'un financement mal orienté et d'une culture de la « facilité » de certains dirigeants. De fait, la prédation géo-économique est un crime contre les Peuples.

Cette stratégie où un, ou des États, imposent à d'autres le coût de sa/ses mauvaise(s) gouvernance(s) couronnée par une prospérité limitée à une oligarchie bien-pensante ne pourra pas tenir face à des Peuples de plus en plus frustrées et en colère larvée. La contrainte, la pression diplomatique, la domination militaire, les mécanismes d'usurpation économiques asymétriques et la capacité d'influence et de nuisance ne suffiront pas empêcher le multipolarisme humaniste de se faire piéger par les tenants de la compétition brutale présentée sous l'apparence d'un espace de paix et de coopération unilatéralement imposée par la force.

Cette forme moderne de puissance agressive se décline en plusieurs versions dynamiques et non contradictoire. Il s'agit de manière générique de néo-impérialisme économique fondée sur la coercition



géopolitique, une domination asymétrique, une hégémonie extractive, une externalisation forcée des coûts vers autrui, un abus de puissance multipolaire à partir du démantèlement du droit des Peuples et du droit international, et surtout de plus en plus, une guerre économique, digitalisée mais réelle, déconcentrée et par procuration.

Aussi, il convient de saisir l'opportunité de transformation pour repenser les rapports riches-pauvres, rééquilibrer les responsabilités climatiques, et proposer des modèles économiques inclusives plus justes et durables. La capacité individuelle et collective des humains à rebondir face aux échecs du développement humain fonde la résilience<sup>42</sup>. Encore faut-il le vouloir surtout si le déni de l'inclusivité décisionnelle des citoyens bénéficiaires finit par devenir un handicap pour le vivre ensemble sous couvert d'une forme adaptée d'usurpation de la démocratie représentative ou participative.

Pourtant, une forme ou une autre de gouvernance décentralisée avec des institutions citoyennes de développement communautaire démocratiquement installées avec des principes acceptés de rotation des responsabilités dans le temps pour éviter la concentration du pouvoir et des plateformes numériques ouvertes pour suivre les projets en temps réel et participer à la décision et à la transparence budgétaire n'est pas une utopie ! C'est une question de prise de conscience et de bonne volonté. YEA.

12 mars 2026.

### **Dr. Yves Ekoué AMAÏZO**

Directeur général, Afrocentricity Think Tank

© Afrocentricity Think Tank

---

### **Titre**

DÉGLOBALISATION ASYMÉTRIQUE ET GOUVERNANCE DE L'INCLUSIVITÉ :  
vers une économie de proximité post-croissance

**Source originale et principale, 16 pages**

[www.afrocentricity.info](http://www.afrocentricity.info)

### **Résumé**

La déglobalisation asymétrique révèle un monde où les puissances recentrent leurs intérêts tout en externalisant les coûts, rendant urgente une gouvernance de l'inclusivité capable de protéger les économies vulnérables. Il s'agit désormais de reconstruire des modèles productifs ancrés dans les territoires, fondés sur la résilience, la justice sociale et la sobriété. Cette économie de proximité post-croissance suppose une mutation de la culture de la gouvernance géoéconomique, géopolitique et géostratégique.

### **Mots-Clés**

Afrique - Bonheur National Brut - Bonne volonté - Conseil de Paix de Donald Trump - Déglobalisation asymétrique - économie de proximité - Gouvernance de l'inclusivité - Inégalités - Logiciel mental - Mutation - Objectifs de Développement Durable (ODD - Néo-impérialisme économique - Nord Global - Produit intérieur brut - Post-croissance - Ruissellement - Sud Global

### **Notes et éléments bibliographiques**

<sup>1</sup> Une version courte de cette article actualisée a été publiée dans la revue luxembourgeoise. Amaïzo, Y. E. (2025). « Développement durable ou bonheur intergénérationnel : Entre croissance, exclusion et retard... ». In [www.brennpunkt.lu](http://www.brennpunkt.lu). Issue Nr. 327, pp. 22. Accédé le 9 novembre 2025. Voir <https://www.brennpunkt.lu/article/developpement-durable-ou-bonheur-intergenerationnel/>

<sup>2</sup> Les erreurs qui auront échappé à notre attention demeurent la responsabilité entière de l'auteur.

<sup>3</sup> Morin, E. et Kern, A.-B. (2010). *Terre-Patrie*. Editions Poche : Paris.

<sup>4</sup> Lawrence, M. (2023). « Les polycrises ou les convulsions du monde dopées par la complexité ». In *Revue Hémisphères*. [revuehemispheres.ch](http://revuehemispheres.ch). Juin 2023. Accédé le 15 août 2025. Voir <https://revuehemispheres.ch/les-polycrises-ou-les-convulsions-du-monde-dopees-par-la-complexite/>

- <sup>5</sup> Moussavou, J. (2024). « Financement des Objectifs de Développement Durable (ODD) : pallier les insuffisances grâce à la mobilisation des marchés financiers ». In [www.mondedesgrandesecoles.fr](http://www.mondedesgrandesecoles.fr). 1 juillet 2024. Actu grandes écoles. Excelia Business School. Accédé le 16 août 2025. Voir <https://www.mondedesgrandesecoles.fr/financement-des-objectifs-de-developpement-durable-odd-pallier-les-insuffisances-grace-a-la-mobilisation-des-marches-financiers/>; il s'agirait de l'estimation de l'OCDE, un déficit annuel de 3 700 milliards USD pour atteindre les ODD d'ici 2030.
- <sup>6</sup> Moussavou, J. (2024). Op. Cit. ; Il s'agirait de l'estimation de la CNUCED, avec un déficit annuel estimé entre 5.000 et 7.000 milliards USD.
- <sup>7</sup> Nations Unies (2025). « Financement du développement : un déficit annuel de 4.000 milliards de dollars ». In [news.un.org](http://news.un.org). 28 avril 2025. Accédé le 16 août 2025. Voir <https://news.un.org/fr/story/2025/04/1155081>
- <sup>8</sup> United Nations (2024). *The Sustainable Development Goals Report 2024*. In [unstats.un.org](http://unstats.un.org). Accessed 15 August 2025. Retrieved from <https://unstats.un.org/sdgs/report/2024/The-Sustainable-Development-Goals-Report-2024.pdf>
- <sup>9</sup> Sachs, J. D., Lafortune, G., Fuller, G. & Iablouovski, G. (2025). *Sustainable Development Report 2025. Financing Sustainable Development to 2030 and Mid-Century Includes the SDG Index and Dashboards*. Dublin University Press, SDG Transformation Center, United Nations : New York, London, Paris. Accessed 15 August 2025. Retrieved from <https://s3.amazonaws.com/sustainabledevelopment.report/2025/sustainable-development-report-2025.pdf> ; published at <https://doi.org/10.25546/111909>
- <sup>10</sup> Groupe des Nations Unies pour le Développement Durable (2023). « Six transitions : Les voies d'investissement pour atteindre les ODD ». Septembre 2023. In [unsdg.un.org](http://unsdg.un.org). Accédé le 16 août 2025. Voir <https://unsdg.un.org/sites/default/files/2023-09/Six%20Transitions%20in%20French.pdf>
- <sup>11</sup> Chesseron, L. (2019). « La participation des bénéficiaires au sein des projets de développement : un facteur de changement social ? ». In *chaire-unesco-developpement-durable.org*. In Chaire UNESCO et Université de Bordeaux Montaigne. Promotion n° 17 (2018/2019), septembre 2019. Accédé le 15 août 2025. Voir <https://chaire-unesco-developpement-durable.org/La-participation-des-beneficiaires-au-sein-des-projets-de-developpement-un.html> ; et [https://chaire-unesco-developpement-durable.org/IMG/pdf/me\\_moire\\_le\\_a\\_chesseron.pdf](https://chaire-unesco-developpement-durable.org/IMG/pdf/me_moire_le_a_chesseron.pdf)
- <sup>12</sup> Ilyass, S. D. (2019). « Facteurs de pérennisation des acquis des projets de développement : cas du Pihi-Com à Bassila, Bénin ». Université nationale d'agriculture, Bénin. In [revues.acaref.net](http://revues.acaref.net). Mars et avril 2019. Accédé le 15 août 2025. Voir <https://revues.acaref.net/wp-content/uploads/sites/3/2020/07/Ilyass-SINA-D-TAP.pdf>
- <sup>13</sup> Devarajan, S. & Dissanayake, R. (2021). "The Future of Development: Lessons from China's Success (and Failures)". In [www.cgdev.org](http://www.cgdev.org). 26 August 2021. Accessed 15 August 2025. Retrieved from <https://www.cgdev.org/blog/future-development-lessons-chinas-success-and-failures>
- <sup>14</sup> Greenwashing, ou écoblanchiment en français, désigne une stratégie de communication utilisée par certaines entreprises ou organisations pour se donner une image écologique trompeuse, sans que leurs pratiques réelles soient respectueuses de l'environnement. Il s'agit souvent de faire croire qu'un produit, service ou entreprise est écoresponsable, alors qu'il ne l'est pas réellement. Il s'agit de tromper les bénéficiaires ou les consommateurs qui veulent faire des choix responsables en ralentissant les véritables efforts de transition écologique tout en perpétuant des modèles polluants sous couvert de durabilité.
- <sup>15</sup> PNUD (2025). *Promouvoir la sécurité humaine pour une Afrique résiliente et prospère*. [www.undp.org](http://www.undp.org). Août 2025. Accédé le 17 août 2025. Voir [https://www.undp.org/sites/g/files/zskgke326/files/2025-08/fr-executive-africa\\_human\\_security\\_report.pdf](https://www.undp.org/sites/g/files/zskgke326/files/2025-08/fr-executive-africa_human_security_report.pdf)
- <sup>16</sup> OXFAM France (2025). *La crise des inégalités en Afrique et la montée des ultra-riches*. In [www.oxfamfrance.org](http://www.oxfamfrance.org). 10 juillet 2025. Accédé le 16 août 2025. Voir <https://www.oxfamfrance.org/rapports/la-crise-des-inegalites-en-afrique-et-la-montee-des-ultra-riches/> ; rapport en anglais : *Africa's inequality crisis and the rise of the Super-Rich*: <https://www.oxfamfrance.org/app/uploads/2025/07/African-Inequality-Crisis-report.pdf>
- <sup>17</sup> OXFAM France (2025). « Inégalités : fantômes et relents du colonialisme ». In [www.oxfamfrance.org](http://www.oxfamfrance.org). 20 janvier 2025. Accédé le 16 août 2025. Voir <https://www.oxfamfrance.org/app/uploads/2025/01/Focus-France-Rapport-Oxfam-2025.pdf> ; Oxfam révèle que 4 milliardaires détiennent plus de richesse que la moitié du continent africain. Tous les pays africains pour lesquels nous disposons de données ont réduit la part des budgets consacrés à l'éducation, à la santé et/ou à la protection.
- 79 % ont fait marche arrière en matière de fiscalité progressive.
  - 89 % ont régressé en ce qui concerne les droits du travail, les salaires minimums et l'offre d'emplois de qualité.
- Les systèmes fiscaux africains sont près de trois fois moins efficaces pour redistribuer les revenus du 1 % le plus riche que la moyenne mondiale, et ont l'effet redistributif le plus faible sur le 1 % le plus riche de toutes les régions du monde.
- <sup>18</sup> Pouémi, J. T. (2000). *Monnaie, servitude et liberté: La répression monétaire de l'Afrique*. Editions Menaibuc : Douala – Paris.
- <sup>19</sup> Amaïzo, Y. E. (2025). « Sophisme trumpiste, protexpansionnisme et l'Afrique ». Afrique - Etats-Unis : imprévisibilité, ingérence, alignement, sanction, transaction, et/ou annexion ». In *Afrocentricity Think Tank*. [www.afrocentricity.info](http://www.afrocentricity.info). 5 mars 2025. Dossier Afrocentricity Think Tank. Accédé le 15 août 2025. Voir <https://afrocentricity.info/2025/03/05/sophisme-trumpiste-protexpansionnisme-et-l-afrique/8603/>
- <sup>20</sup> Anofuechi, B. O. & Klaasen, J. S. (2024). "Critical analysis of Ubuntu as the nexus of identity development in present-day Africa". 16 February 2024. In *HTS Theological Studies*. Vol 80, No 1 (2024). AOSIS Publishing : Cape Town, South Africa. Accessed 6 March 2026. Retrieved from <https://hts.org.za/index.php/hts/article/view/8507/26492>
- <sup>21</sup> Amaïzo, Y. E. (2025). Op. Cit.
- <sup>22</sup> Bullon-Cassis, L., Gutiérrez, M., Petersmann, M. & Templeton, J. (2025). *Summary of the 62nd Session of the Intergovernmental Panel on Climate Change*. In *Earth Negotiations Bulletin*/IISD, Vol. 12 No. 866.

- <sup>23</sup> GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat) (2023). *Climate Change 2023: Synthesis Report. Contribution of Working Groups I, II and III to the Sixth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change*. Core Writing Team: H. Lee and J. Romero, eds. Genève : GIEC, 2023. doi:10.59327/IPCC/AR6-9789291691647
- <sup>24</sup> World Meteorological Organization (WMO) (2025). *State of the Global Climate 2024*. WMO-No. 1368. Accessed 17 August 2025. Retrieved from <https://library.wmo.int/records/item/69455-state-of-the-global-climate-2024>.
- <sup>25</sup> Learnthings (2025). « 121 statistiques sur l'utilisation d'internet ». Mise à jour le : In [www.learnthings.fr](http://www.learnthings.fr). 25 novembre 2024. Accédé le 15 août 2025. Voir <https://www.learnthings.fr/statistiques-sur-lutilisation-dinternet/#etat-de-la-fracture-numerique-en-2024>.
- <sup>26</sup> Union Internationale des Télécommunications (UIT-ITU) (2025). *Rapport annuel sur la mise en œuvre du plan stratégique et les activités de l'Union pour 2024*. Rapport de la Secrétaire générale. Document C25/35-F. 19 mai 2025. Original: anglais. In [www.itu.int](http://www.itu.int). Accédé le 15 août 2025. Voir <https://www.itu.int/en/council/planning/Documents/ITU-Annual-report-2024-french.pdf>.
- <sup>27</sup> World Population Review (2025). "ICT Development Index by Country 2025". In [worldpopulationreview.com](http://worldpopulationreview.com). 2025. Accédé le 15 août 2025. Voir <https://worldpopulationreview.com/country-rankings/ict-development-index-by-country>. Le score IDI est une mesure composite qui évalue le niveau de développement des technologies de l'information et de la communication (TIC) dans un pays donné. Il repose sur 11 indicateurs regroupés en trois dimensions principales : l'accès aux TIC (40 % du score total), l'utilisation des TIC (40 % du score total) et compétences en TIC (20 % du score total). Chaque indicateur est normalisé sur une échelle de 0 à 100, ce qui permet une comparaison directe entre pays, quel que soit leur niveau de développement économique. Voir aussi ICT (2025). *Measuring Digital Development: The ICT Development Index 2023* [en français : *Mesurer le développement numérique : l'indice de développement des TIC 2023*]. In [www.itu.int](http://www.itu.int). Accédé le 15 août 2025. Voir [https://www.itu.int/dms\\_pub/itu-d/opb/ind/D-IND-ICT\\_MDD-2023-2-R1-PDF-E.pdf](https://www.itu.int/dms_pub/itu-d/opb/ind/D-IND-ICT_MDD-2023-2-R1-PDF-E.pdf).
- <sup>28</sup> UNDP (2025). « Promouvoir la sécurité humaine pour une Afrique résiliente et prospère. Résumé. In [www.undp.org](http://www.undp.org). Accédé le 15 août 2025. Voir [https://www.undp.org/sites/g/files/zskgke326/files/2025-08/fr-executive-africa\\_human\\_security\\_report.pdf](https://www.undp.org/sites/g/files/zskgke326/files/2025-08/fr-executive-africa_human_security_report.pdf)
- <sup>29</sup> Berthold, E. et Diaz, L. (sous la dir.) (2025). *Les objectifs de développement durable: Regards interdisciplinaires*. Editions Hermann : Paris.
- <sup>30</sup> Ching Yeung, S. M. (2025). *Au-delà de l'ODD 2030 - Des talents aux connaissances pluridisciplinaires: Construire des organisations prêtes pour l'avenir grâce à l'intégration des objectifs de développement durable et de l'ESG*. Editions Notre Savoir : Paris.
- <sup>31</sup> Sciora, R. (2016). *L'ONU dans le nouveau désordre mondial*. Éditions de l'Atelier : Ivry-sur-Seine.
- <sup>32</sup> Azoulay, G. (2002). *Les théories du développement. Du rattrapage des retards à l'explosion des inégalités*. Presses Universitaires de Rennes : Rennes.
- <sup>33</sup> Amaïzo, Y. E. (1998). *De la dépendance à l'interdépendance. Mondialisation et marginalisation. Une chance pour l'Afrique ?* Editions L'Harmattan : Paris.
- <sup>34</sup> Waechter, P. (2021). « Quelle tendance pour la croissance, après le rattrapage ? ». In [www.optionfinance.fr](http://www.optionfinance.fr). 9 juillet 2021. Accédé le 15 août 2025. Voir <https://www.optionfinance.fr/analyses/quelle-tendance-pour-la-croissance-apres-le-rattrapage.html>.
- <sup>35</sup> UNDP (2025). *2025 Human Development Report. A matter of choice: People and possibilities in the age of AI*. UNDP: New York. Accessed 15 August 2025. Retrieved from <https://hdr.undp.org/content/human-development-report-2025> ; Malheureusement, l'IDH n'a été officiellement introduit qu'en 1990, donc il n'existe pas de données officielles pour 1970 ou les années antérieures.
- <sup>36</sup> UNDP (2010). *Human Development Report 2010: The Real Wealth of Nations – Pathways to Human Development*. United Nations Development Programme: New York. L'Indice de Développement Humain ajusté aux Inégalités (IDHI) est une extension directe de l'IDH classique, mais corrigée pour tenir compte des pertes dues aux inégalités dans la santé, l'éducation et le niveau de vie. Il mesure non seulement le niveau moyen de développement humain d'un pays, mais aussi la manière dont ce développement est distribué. Plus les inégalités sont fortes, plus l'IDHI chute par rapport à l'IDH. Autrement dit : un pays peut afficher un bon IDH tout en perdant jusqu'à 40 % de son potentiel réel à cause des inégalités internes.
- <sup>37</sup> UNDP (2025). *2025 Global Multidimensional Poverty Index (MPI): Overlapping Hardships: Poverty and Climate Hazards*. UNDP : New York and OPHI (2025). *Global Multidimensional Poverty Index 2025: Harmonised Level Estimates and Their Changes Over Time*. Oxford University : UK.
- <sup>38</sup> Mais le Conseil de sécurité des Nations Unies ne compte que 15 membres : 5 permanents (Chine, États-Unis, France, Royaume-Uni, Russie) et 10 élus pour deux ans. Voir Nations Unies, « Conseil de sécurité » : <https://www.un.org/securitycouncil>
- <sup>39</sup> Ndiaye, O. (2025). *L'Afrique contre la démocratie. Mythes, déni et péril*. Avec une préface de Jean-François Akandji-Kombé. Collection Pépites jaunes. Éditions Riveneuve : Paris.
- <sup>40</sup> Laloupe, F. (2020). *Blues démocratique. 1990-2020*. Réédition en 2022. Editions Karthala : Paris.
- <sup>41</sup> SDSN (2024). *Sustainable Development Report 2024*. UN Sustainable Development Solutions Network : Paris/New York.
- <sup>42</sup> Thiam, T. (2025). *Without Prejudice: A Memoir*. Published by William Collins : London, UK.